



SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020
DECISION N° 2020-042- DB

Date d'affichage : 21 février 2020		Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le treize février deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	19	Membres présents en séance :
Excusé(s) :	4	Présents : (19)
dont pouvoir(s) :	3	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAAULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU.
Absent(s) :	0	Excusé(s) : (4)
Nombre de votants :	22	Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Jean-Marie POIRON
Secrétaire de séance :		Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3)
M. Eric MOUSSERION.		Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA, Jean-Marie POIRON à Jérôme HARRAULT
		Absent(s) : (0)

ENSEIGNEMENT MUSICAL - CONVENTIONS DE PARTENARIAT 2020

Par délibération 2018-026 en date du 29 mars 2018, le Conseil Communautaire a modifié l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération afin de prendre la compétence « enseignement musical » sur le territoire de l'Agglomération. Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération peut procéder au versement de subventions aux écoles associatives délivrant la pratique de l'enseignement musical.

Les écoles de musique du Saumurois, publiques et associatives, s'inscrivent, aujourd'hui, dans une volonté d'apporter sur l'ensemble du territoire l'accès à un enseignement musical de qualité. Elles dispensent leur enseignement sur plusieurs communes du territoire : Blou (associatif), Brain-sur-Allonnes (associatif), Doué-en-Anjou (public), Longué (associatif), Montreuil-Bellay (public), Saumur (public), Varennes-sur-Loire (associatif), Vivy (associatif), Varrains-Chacé (associatif).

Ces écoles de musique s'inscrivent dans le cadre du Schéma Départemental des Enseignements Artistiques du Conseil Départemental de Maine-et-Loire et sont des acteurs ressources de ce dispositif.

Au titre de la compétence « enseignement musical » de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, il est proposé une convention ayant pour objet la mise en place d'un partenariat renforcé, financier et pédagogique entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et les associations musicales Blou/Brain et « Harmonie de Varrains-Chacé ».

Dans le cadre de ce partenariat avec les deux associations, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire s'engage à prendre en charge financièrement le directeur de l'école de musique Saumur Val de Loire qui assurera la coordination pédagogique de l'école de musique associative de Blou/Brain et de l'école associative de Varrains-Chacé.

La Communauté d'Agglomération s'engage également au versement d'une subvention de fonctionnement répartie en deux parts :

1. Une première part calculée sur le montant des subventions qui étaient auparavant allouées par les communes participant au financement de l'école.
 - Pour l'association musicale Blou/Brain sont prises en compte les subventions versées par Brain-sur-Allonnes, Allonnes, Neuillé, Varennes, Vivy, Longué, Saint-Martin-de-la-Place, Vernantes, Blou, Les Rosiers-sur-Loire, Mouliherne, Saint Clément-des-levées, Saint-Philbert du peuple. Dans le cadre du transfert de charges, le montant calculé sur la base des subventions versées par les communes à l'association se chiffre à 51 660 €.
 - Pour l'Harmonie de Varrains-Chacé sont prises en compte les subventions versées par Varrains, Chacé et Artannes. Dans le cadre du transfert de charges, le montant calculé sur la base des subventions versées par les communes à l'association se chiffre à 9 550 €.
 2. une seconde part calculée sur le montant de la compensation financière liée à l'uniformisation des tarifs d'inscription pour l'ensemble des écoles de musique, associatives et publiques :
 - 320 € pour une inscription en instrument,
 - un tarif dégressif pour un deuxième membre de la même famille à 160 €, puis 80 € à partir du troisième.
- Pour l'association musicale Blou/Brain, cette compensation, calculée sur les effectifs de la dernière rentrée, entre le montant d'inscription 2019 de l'association et les tarifs énoncés ci-dessus, est de 16 261 €.
- Pour l'Harmonie de Varrains-Chacé, cette compensation, calculée sur les effectifs de la dernière rentrée, entre le montant d'inscription 2019 de l'association et les tarifs énoncés ci-dessus, est de 4 560 €.

En contrepartie de ces participations financières, les associations s'engagent à respecter les principes définis dans le Schéma Directeur de l'Enseignement Musical sur le territoire communautaire défini en annexe 1 des conventions et visant notamment à rééquilibrer les effectifs en faveur du développement des pratiques collectives et à développer le lien et les synergies entre l'école publique et les écoles associatives dans la gestion des enseignants notamment.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2017/013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018,

Considérant qu'il convient de conclure une convention de subventionnement et d'objectifs entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et les associations musicales Blou/Brain d'une part, et « Harmonie de Varrains-Chacé » d'autre part ;

Considérant que ces subventions prennent également en compte le différentiel entre les frais d'inscription pratiqués par les associations et les tarifs arrêtés par le Conseil Communautaire en mai 2018, et ce dans un souci d'harmonisation et d'équité de la pratique musicale sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire,

Il est proposé au Bureau :

- **D'APPROUVER** la convention de subventionnement et d'objectifs à intervenir avec l'association musicale Blou/Brain, octroyant une subvention totale de 67 611 € pour l'année 2020 ;
- **D'APPROUVER** la convention de subventionnement et d'objectifs à intervenir avec l'association « Harmonie de Varrains/Chacé » octroyant une subvention totale de 14 110 € pour l'année 2020 ;
- **D'AUTORISER** le Président, ou son représentant, à signer les conventions susmentionnées ainsi que tout acte nécessaire en exécution des présentes.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 22 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2020



[Signature]
Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.5 Subventions – 7.5.3 Subventions accordées aux autres personnes morales de droit privé (associations...)
-------------------	--------------------	---

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »